

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18428 - 72ÈME ANNÉE

Record de chaleur battu en Inde, 47 degrés à New-Dehli

Climat : ça chauffe de plus en plus

"All the News
That's Fit to Print"

The New York Times

Late Edition
Today, cloudy, rain, mainly later, breezy, cooler, high 64. Tonight, a couple of showers, low 52. Tomorrow, showers and a thunderstorm, high 68. Weather map is on Page D8.

VOL. CLXV ... No. 57,239
© 2016 The New York Times
NEW YORK, SATURDAY, MAY 21, 2016
\$2.50



PRESCRIPTION DIP SEEN AS ADVANCE IN OPIOID BATTLE

FIRST DROP IN DECADES

Sign That Epidemic of
Painkiller Addiction
May Be Peaking

**By ABBY GOODNOUGH
and SABRINA TAVERNISE**

WASHINGTON — After years of relentless growth, the number of opioid prescriptions in the United States is finally falling, the first sustained drop since OxyContin hit the market in 1996.

For much of the past two decades, doctors were writing so many prescriptions for the powerful opioid painkillers that, in recent years, there have been enough for every American adult to have a bottle. But for each of the past three years — 2013, 2014 and 2015 — prescriptions have declined, a review of several sources of data shows.

Experts say the drop is an important early signal that the long-running prescription opioid epidemic may be peaking, that doctors have begun heeding a drumbeat of warnings about the highly addictive nature of the drugs and that federal and state efforts to

When It's 123.8 Degrees Fahrenheit
A boy, 10, in New Delhi found a respite from a punishing heat wave. Thursday was believed to have been India's hottest day, breaking a 60-year record. Page A8.

ROBERTO SCHMIDT/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

La vague de chaleur en Inde à la une du New York Times de samedi.

Outre une vague de chaleur qui a déjà tué 3.000 personnes, l'Inde est confrontée à un manque d'eau qui touche le quart de sa population, soit près de 350 millions de personnes. La Réunion est-elle prête à s'adapter pour faire face à ces phénomènes qui la toucheront ?

Jeudi, en Inde et au Pakistan, le thermomètre a franchi la barre des 50 degrés dans des contrées désertiques. À Phalodi, ville du Rajasthan située à 600 kilomètres de New-Dehli, il a fait 51 degrés. C'est la température la plus élevée jamais relevée en Inde. Dans les villes et les campagnes, cette vague de chaleur

a déjà provoqué la mort de 3.000 personnes. À New-Dehli, il a fait plus de 47 degrés. 350 millions doivent faire face à un manque d'eau causé par des pluies insuffisantes lors de la mousson. Plus au Sud, le Sri Lanka est frappé par de grandes intempéries. L'eau est à l'origine d'une coulée de boue qui a emporté

100 personnes, 64 sont décédées à cause des inondations et 500.000 personnes ont dû quitter leur maison à cause de la montée des flots.

Des milliers de morts

Les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient. L'an dernier, la canicule avait tué 2.400 personnes en Inde. Cette année, le bilan est déjà plus lourd. Plusieurs États doivent gérer une pénurie d'eau. Les pauvres sont les premières victimes de la vague de chaleur. Ils vivent souvent dans des maisons en tôle, très vulnérables à la hausse de la température.

À quelques milliers de kilomètres de La Réunion, la canicule en Inde rappelle tout d'abord que face au changement climatique, les pauvres paient le plus lourd tribut. Elle met ensuite en évidence le problème primordial de l'eau. L'Inde compte aujourd'hui plus de 1,2 milliard d'habitants. Cette vague de chaleur n'aurait sans doute pas eu les mêmes conséquences si l'Inde était

moins peuplée. Mais les effets du changement climatique se feront ressentir toujours plus, et cela au moment où la population est chaque jour plus nombreuse.

À La Réunion, le manque d'eau se fait déjà ressentir chaque année dans plusieurs communes de l'île. Durant la saison sèche, les bulletins d'informations mentionnent souvent des coupures d'eau visant des quartiers entiers pour préserver la ressource. La Réunion compte aujourd'hui 850.000 habitants. Dans 20 ans, elle atteindra le million. Avec 150.000 personnes de plus, la gestion de l'eau sera un véritable défi dans un contexte de changement climatique. Des sécheresses pourraient donc rendre encore plus difficile l'accès de tous à l'eau dans les mêmes conditions.

Déjà des coupures d'eau

Les usages actuels de l'eau ne favoriseront pas l'application de ce droit. L'arrosage des espaces verts et le remplissage des piscines mobilisent d'importantes quantités d'eau potable. L'eau potable est également utilisée dans les familles pour tous les traitements sanitaires, y compris l'évacuation des déchets. Conditions climatiques, usage de l'eau et hausse de la population amèneront à des mesures d'adaptation pour que le liquide le plus précieux ne soit pas une source de conflits permanents entre Réunionnais.

M.M.

Suppression des ministères de la Femme, du Développement agricole, de l'Égalité sociale et des Droits, et de la Culture

Le Brésil renvoyé 50 ans en arrière

Jefferson Miola, coordonateur du Forum social mondial, souligne que le gouvernement Temer a fait reculer le Brésil de 50 ans. Pour sa part, le plus grand syndicat du Brésil refuse de discuter avec le gouvernement issu du coup d'État et appelle à la mobilisation. Voici quelques unes des informations diffusées par Radio Havane Cuba.

Jefferson Miola, qui a été coordonateur exécutif du 5e Forum Social Mondial a souligné qu'en 5 jours au pouvoir, le gouvernement provisoire de Michel Temer a fait reculer le Brésil de 50 ans dans l'histoire.

Dans un article publié hier par le site web Brésil 247, Jefferson Miola, aujourd'hui chercheur à l'Institut de Débats, d'Études et d'Alternatives de Porto Alegre, ajoute: «5 jours ont suffi pour confirmer ce que tout le monde savait déjà: la nature impopulaire et antinationale du Coup d'État mal maquillé d'impéachment contre la présidente Dilma Rousseff.

Après avoir énuméré le long inventaire de mesures régressives adoptées pour le gouvernement usurpateur de Temer, Jefferson Miola assure que les putschistes ont d'ores et déjà démontré être très pressés pour exécuter leur plan.

En effet, le gouvernement Temer a éliminé le ministère du Développement agricole, chargé de l'application

des politiques publiques spécifiques en faveur de quelque 20 millions de Brésiliens.

Le gouvernement provisoire a également éliminé les ministères de la Femme, de l'Égalité sociale et des Droits ainsi que le ministère de la Culture.

L'article publié par Brésil 247 souligne d'autre part que 16 des 24 ministres du cabinet Temer font l'objet d'une enquête pour corruption et pour d'autres délits.

La CUT, la Centrale Unique des Travailleurs du Brésil, a refusé de négocier avec le gouvernement putschiste de Michel Temer.

Wagner Freitas, président de la plus importante centrale des travailleurs du Brésil, s'est ainsi exprimé pour décliner l'invitation faite par le président du gouvernement provisoire, pour analyser avec les organisations syndicales, sa réforme du paiement des pensions de retraite.

La CUT souligne dans un communiqué que le gouvernement Temer

prétend faire reculer les conquêtes des travailleurs. C'est pourquoi ajoute la CUT «la bataille sera livrée dans la rue»

«La classe travailleuse est la principale victime du coup et c'est pourquoi la CUT exige le retour de l'État de droit et du mandat de la présidente Dilma, légitimement élue avec plus de 54 millions de voix» signale le communiqué.

Par ailleurs, la Fédération Syndicale Mondiale, la FSM, a condamné le coup d'État parlementaire contre la présidente Rousseff et exprimé son soutien à la vague de manifestations qui prend les rues des principales villes du Brésil contre le gouvernement de Temer.

Édito

Un camp de réfugiés à Mayotte : que fait la France ?

Les expulsions se sont poursuivies encore hier à Mayotte. Manifestement, l'appel à la fermeté du ministre de l'Intérieur contre les auteurs de tels actes n'a pas stoppé les exactions. Depuis lundi, plusieurs centaines de personnes sont sur une place transformée en camp de réfugiés. Elles vivent dans des conditions si difficiles que Médecins du Monde a dû lancer l'alerte. : « Médecins du Monde a pu constater qu'elles survivent dans des conditions sanitaires désastreuses, n'ayant accès ni à des douches ni à des toilettes, dormant à même le sol sans couverture et avec un accès restreint à la nourriture ».

Depuis l'an dernier, la question des réfugiés est abordée souvent dans les médias. Elle concerne en effet désormais l'Europe, avec l'arrivée l'an dernier de plus d'un million de personnes. Ces déplacements de population se sont intensifiés à la suite des répercussions de la guerre lancée par le gouvernement américain contre l'Irak en 2013. 10 ans plus tard, une organisation terroriste s'est sentie si puissante qu'elle a formé un État autoproclamé, à cheval sur les frontières de la Syrie et de l'Irak. Cette expansion s'est fait dans un contexte de guerre civile en Syrie, commencée en 2011 au moment du Printemps arabe. Ces guerres ont considérablement augmenté le nombre de réfugiés au Liban, en Jordanie et en Turquie. Les deux premiers États accueillent déjà depuis plusieurs dizaines d'années les Palestiniens chassés de leurs maisons par les colonialistes israéliens.

Les images de ces camps parviennent jusqu'à La Réunion dans les actualités télévisées ou les journaux. Ce sont des villages de tentes, où des organisations humanitaires font de leur mieux pour amener un réconfort à des familles en manque de tout.

Face à cette situation, la France se présente comme un des champions de l'humanitaire. Aujourd'hui, ces scènes dramatiques se déroulent aussi dans un lieu dénommé Place de la République, situé à Mamoudzou, préfecture d'un département français. Cela dure depuis une semaine. Comment expliquer que la France, une des premières puissances du monde, n'ait pas encore réussi à apporter une solution à ces centaines de réfugiés ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

20e session plénière de la CTOI à Saint-Denis

Commission des thons de l'océan Indien : les pêcheurs vigilants

La Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien sera extrêmement vigilante sur les résolutions qui seront adoptées lors de la 20e session plénière de la CTOI qui commence aujourd'hui, précise un communiqué.

Depuis octobre 2015, après plus de 16 mois de préfiguration, les professionnels riverains (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et La Réunion) de la pêche se sont regroupés en constituant la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI).

Le président de la FPAOI, Monsieur Keith André, pêcheur professionnel artisan seychellois, rappelle que « nous sommes plus de 120 000 personnes dans notre bassin maritime à pratiquer, à vivre, à se nourrir de notre pêche artisanale, raisonnée, durable et sélective. Nous entraînons avec nous plus de 400 000 individus qui tirent leurs revenus de la collecte, de la transformation et de la valorisation des ressources halieutiques que nous produisons. Notre métier nous a permis de développer une connaissance fine et opérationnelle des enjeux des pêcheries côtières riveraines en océan Indien ».

D'ores et déjà, Keith André réclame durant ses cinq prochains jours de session plénière une résolution juste et efficace au format « pollueur – payeur » pour la préservation du thon albacore. « Que ceux qui ont participé à la surexploitation de l'espèce soient les contributeurs à la baisse de ses captures » et Jean-René Enilorac de renchérir sur le fait que la CTOI doit aller « plus loin et plus fort » pour réduire le nombre de DCP dérivants des thoniers senseurs, « à moins de 150 par navire, comme le pratiquaient les franc ais avant la résolution 15/01 qui a autorisé 550 de ces engins par bateau » et de limiter à un navire logistique (supply vessel) par compagnie de pêche.

Concomitamment, la FPAOI demande à ce que des mesures d'obligation de localisation par VMS (vessel monitoring system) et de déclaration des données de captures soient mises en œuvre pour les navires autorisés par la CTOI à

pratiquer la pêche aux thons avec les filets maillants dérivants, qui restent une technique de pêche trop peu sélective.

Le premier vice-président de la FPAOI balaie devant sa porte en rappelant que demain, « les armements continentaux européens qui se sont réfugiés opportunément en océan Indien après l'effondrement des stocks en Atlantique et en Méditerranée se tourneront assurément vers des ressources nouvelles ou régénérées ailleurs ».

Les représentants de la FPAOI concluent en insistant sur le fait que, de par sa typologie, la flottille artisanale en océan Indien n'aura aucun autre échappatoire dans son bassin maritime ; c'est en océan Indien que se construira son destin ou que s'opèrera son déclin ».

Réunion, planète en miniature : Malentendu scientifique ?

Depuis de nombreuses années notre association milite pour considérer l'île de La Réunion comme une planète Terre en miniature. En effet, nous prétendons que ce territoire insulaire représente magistralement toutes les problématiques de notre malheureuse planète.

Si nous parvenions ici à résoudre ces problèmes, nous aurions démontré la faisabilité d'un modèle, nous aurions tracé des pistes pour résoudre ceux de la planète tout entière.

Certains scientifiques nous objectent que La Réunion n'est pas un territoire isolé et qu'elle entretient des rapports avec de nombreux autres territoires, qu'elle subit de toute manière les lois, les règles et les obligations de la mondialisation. Ce qu'oublie ces scientifiques c'est que notre planète tout entière

est une île perdue au beau milieu d'un univers froid et hostile, que la planète Terre doit subvenir seule à ses besoins. Il est courant d'entendre de la bouche de ces mêmes scientifiques qu'il faudrait plusieurs planètes pour que tout le monde puisse vivre sur le même pied que les nations les plus développées. Un territoire comme l'île de La Réunion avec sa diversité à tous les niveaux est donc une parfaite image de notre monde. La comparaison est donc valable, au moins sur le plan théorique et surtout sur un plan démonstratif, si l'on veut y voir clair, si l'on veut faire de La Réunion un cas d'école exemplaire, et finalement si on a la volonté de sortir notre humanité de sa misère et de son infernal marasme actuel. Les enjeux ne sont pas minces. Terre, biotope de l'humanité, ce qui devrait nous in-

quiéter, ce ne sont pas uniquement les pustules de pollution humaine, ce sont les agressions que nous infligeons à notre propre espèce, L'organisation de nos sociétés a atteint une telle absurdité et une telle incohérence que plus rien n'est administré, géré, planifié. On ne s'intéresse qu'à l'équilibre financier des échanges de biens et de services sans se préoccuper des résultats globaux et sur le long terme, de ces actions.

**François Maugis,
Président de l'association
Energie Environnement**

Message de l'UNESCO aux États

Diversité culturelle : arme pacifique contre l'exclusion

Samedi, lors de la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a demandé samedi à tous les États membres de fortifier l'esprit de cette journée, comme une arme pacifique contre la tentation du repli sur soi, de la fermeture et de l'exclusion.



Manifestation du groupe de dialogue inter-religieux. La Réunion, diversité des cultures pour un même peuple.

En 2001, l'UNESCO a adopté la Déclaration universelle sur la diversité culturelle et en décembre 2002, l'Assemblée générale de l'ONU a déclaré le 21 mai comme la Journée mondiale pour la diversité culturelle pour le dialogue et le développement.

« Célébrer la diversité culturelle, c'est valoriser une source incomparable d'échanges, d'innovation et de créativité. C'est reconnaître que la richesse des cultures est l'énergie constitutive de l'humanité, un atout considérable pour la paix et le développement, dont la promotion est indissociable du respect des droits de l'homme », a dit Mme Bokova dans un message pour cette Journée.

« Célébrer la diversité culturelle, c'est également prendre conscience des liens qui nous rattachent à notre environnement, car la diversité culturelle est aussi nécessaire pour le genre humain que la biodiversité dans la nature, comme la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, adoptée en 2001, l'a clairement énoncé », a-t-elle ajouté.

Selon elle, célébrer la diversité culturelle, c'est aussi ouvrir de nouvelles perspectives pour le développement durable, et promouvoir les industries créatives, l'entrepreneuriat culturel comme sources de millions d'emplois à travers le monde – notamment pour les jeunes, et en particulier pour les femmes.

« La culture est un accélérateur de développement durable, et ce pouvoir vient d'être reconnu dans le Programme 2030 adopté par les Nations Unies. La culture offre cette chance unique de concilier les aspects économiques et sociaux du développement – les biens et services culturels portent des identités, des repères, des valeurs, et en même temps permettent à des millions de créateurs, d'artistes et de professionnels de vivre de leur travail. Célébrer la diversité culturelle, c'est leur permettre d'exercer leur métier, et les aider à enrichir le paysage culturel qui nous enrichit à son tour », a conclu la Directrice générale de l'UNESCO.

Oté

Mayotte ? Gouvèrnman La Frans i amenn sa konm in fatra

Tout sak i lir nout zournal i koné Mayotte-la, sa la pa in gran réjyon : solman 374 km² (konm 2 pti komine La Rényon) pou in popilasyon 200 000 pèrsone a popré é ankor la pa sir pou toulbon si tèlman nana in bonpé d'moun la vol shomin pou zot rod in vi méyèr. Astèr ni koné ké l'ané 2050 nora 540 000 pèrsone dann réjyon-la. Ni pé di ankor zordi na plis 500 pèrsone par km² é l'ané 2050 nora plis 1300 pèrsone par km². Z'ot lang prinsipal sé lo shi-maoré, z'ot prinsipal roljyon sé l'islam. Mayotte sé in départman fransé é bien antandi lo péi lé pa dévlopé konm k'i fodré.

I pass pa d'zour san k'in zélu, osinonsa in sindika, ou bien inn-dé pèrsonalité i domann lo gouvèrnman pou pran prékosyon pars pou zot lo péi lé dsi lo bor la guèr sivil. Rant ki é ki ? Rant bann mahoré par la nésans épi bann komorien sak la désid kit shé zot pou alé Mayotte. Rant ki é ki ankor, rant bann maoré épi lo l'administrasyon kolonyal. dizon in péi dsi lo bor l'inplozyon-miné par son bann kontradiksyon dan li mèm. Sanm pou moin bann maoré téi pans avèk la loi départman z'ot réjyon nora marsh a pa kadansé diréksyon lo dévlopman. Mank de po, la pa konmsa ké lé shoz i marsh.

Dann tout sityasion i fo in boukémisèr-in group de moun pou fé port la rèsponsabilité tout traka i ariv. So foi isi sé bann moun i sort dann bannzil Comores. Ala ké bann maoré, dann désèrtin vilaz, la désid bril lo banga bann moun zot i pans sé dé z'étranjé é dopi troi zour é troi nuite lo bann moun la pèrd z'ot kaz i dor dsi la plas piblik an atandan ké lo gouvèrnman i rod in kaz pou zot é bien antandi la kaz la poin ! Bann z'éspatriyé la pèrd konfyans : plis 750 pèrsone la domann l'éta d'ramène azot l'androi zot i sort... Pli pir dann tousa sé ké lo gouvèrnman La Frans la pa pran lo bann mézir k'i fo pou asir la trankilité d'lo-moun.

Na in solisyon pou so problèm-la ? Avèk lo zistoir an kouyon k'i éspas la-ba, kont pa dsi moin pou mète in pé d'klarté la-dan. Bin sa la pa prévi don sa ? La prévi konm pa. Tout fason é gouvèrnman fransé i amenn sa konm in fatra mèm si, d'après sak mi antan, gouvèrné sé prévoir é pou prévoir la pa prévi inn-tyor !

Justin

« I anbar pa la mèr èk in boushon n'paye ! » - In kozman po la rout

Mi pans, konm moin, zot i konpran a popré kosa sa i vé dir. In boushon n'paye i pé kal in pti kouran d'lo mé biensir li pé pa fé arien pou anpèsh la mèr avansé-Romark nora été in bon n'afèr si té i pé fé kékshoz kont in ra d'maré, otroman in tsunami, avèk in pti moiyn i kout pa shèr. Pars lo provèrb i poz lo problèm lo moiyn adapté avèk lo rézilta ou i rod an avoir. Dann la lang fransé nana in provèrb k'i di a popré lo mèm z'afèr : « Vid la mèr avèk in dé pou koud ». Sa i doi pa z'ète fasil mèm kaziman inposib. Kan ou i vé fé kékshoz i fo garanti si ou na lo poiyn-lé pli rézonab fèr konmsa, ké sèy trap la line avèk out dan. Ala sak moin pèrsonèl mi mazine é mi pans moin la pa tousèl dann in ka konmsa.